

ANALYSE DU DISCOURS DES RESEAUX SOCIAUX NUMERIQUES (RSN) (FACEBOOK) FACE A LA POLITIQUE COMMUNICATIONNELLE DU GOUVERNEMENT BURKINABE : CAS DE L'ATTAQUE DE "SEYTENGA"

Marcel BAGARE,

Enseignant-Chercheur en Sciences de l'Information et la Communication (SIC) à l'Ecole Normale Supérieure (ENS) au Burkina Faso,

Paul-Marie MOYENGA,

Enseignant Chercheur au département de Sociologie à l'Université Joseph KI-ZERBO Ouagadougou,

Résumé

Internet fait son entrée en politique dans les années 1990 et est considéré comme indispensable à la pratique et à la modernisation de la communication politique. Ses outils numériques qui reposent sur la contribution du public participe au débat sur les questions d'ordre général. Dans cette recherche, l'objectif est mis sur la participation interactive des politiques à travers les médias et les usagers sur les questions centrales soulevées et débattues aux lendemains des attaques de "Seytenga". L'usage de RSN par les acteurs (politiques et les publics) à propos de "Seytenga" permettent d'aborder des thèmes comme les stratégie politiques sur les questions sécuritaires, les conflits communautaires et la confusion des usagers sur les Peulhs et le terrorisme. Si les réseaux sociaux permettent de toucher au terrorisme, ils laissent des interrogations la capacité des politiques et des militaires a lutter contre les attaques des populations civiles au Burkina Faso notamment au sahel.

Mots clés : *terroriste - politique communicationnelle – discours - Réseaux sociaux numériques, conflit communautaire.*

Abstract

The Internet made its entry into politics in the 1990s, and is considered indispensable to the practice and modernization of political communication. Its digital tools, which rely on public input, contribute to the debate on

general issues. In this research, the focus is on the interactive participation of politicians through the media and users on the central issues raised and debated in the aftermath of the "Seytenga" attacks. The use of RSNs by actors (politicians and the public) on the subject of "Seytenga" has enabled us to tackle themes such as political strategies on security issues, community conflicts and user confusion about Peulhs and terrorism. While social networks can be used to tackle terrorism, they also raise questions about the ability of politicians and the military to combat attacks on civilian populations in Burkina Faso, particularly in the Sahel.

Keywords: *terrorist - communication policy - discourse - digital social networks, community conflict.*

Introduction

L'histoire de la communication politique est marquée par l'émergence des discours et la controverse dont ils font l'objet dans les médias (D. Kavanagh et J.G. Blumler, 1999). L'arrivée de l'internet dans les années 1990 est vécue comme la période au cours de laquelle la communication politique est fortement impactée par les technologies de l'information et la communication (TIC) (B. Ben-Mansour, 2017). L'usage des TIC par les organisations politiques contribue à une "visibilisation" de l'agenda politique d'une façon générale. Cette nouvelle forme de propension a été observée à travers la multiplication des plateformes numériques à usage politique, mais aussi dans les effets que pourraient avoir ces outils sur l'engagement politique (F. Millerand, et al, 2010). Aussi, l'exploitation des TIC par ses usagers se manifeste dans une combinaison interactive et collaborative, ce qui favorise l'interaction sociale et présente de nouvelles opportunités de participation des utilisateurs (C. Vaccari, 2013). A cet effet, deux grands courants de pensée ont fortement influencé les travaux scientifiques sur l'usage des médias sociaux par les politiques et les autres acteurs de la société (A. O. Larsson, 2016). À propos des usages d'internet par les usagers, deux thèses ont participé à une connaissance pragmatique l'Internet.

Il s'agit des thèses de la légalisation (*l'innovation*) et celle de la normalisation (*la tendance politics as usual*) (E. J. Schweitzer, 2008). Pour l'auteur, l'innovation propose que les outils numériques donnent la possibilité aux acteurs politiques de communiquer directement avec leurs concitoyens sans faire recours aux médias classiques ce qui permet d'offrir un espace de discussion politique décentralisé du débat (M. Vergeer, et al, 2013). Pour la thèse de la normalisation et la tendance politics as usual (M. Margolis et R. David, 2000), les acteurs politiques développent des stratégies de résistance au changement et favorisent plutôt un usage unidirectionnel "*top-down*" des outils numériques. Si les médias sociaux (*Facebook, Twitter* ou *WhatsApp*) ne sont pas les premiers catalyseurs des manifestations d'humeur, ils ne sont cependant pas neutres en tant qu'instruments de publicisation et d'organisation des crises (D.M. Faris, 2012). Les supports numériques donnent des facilités aux acteurs des groupes mobilisés dans les crises/contestations socio-politiques de produire des contre-images médiatiques capables de susciter des comportements et des sentiments de révolte pouvant conduire à des actions collectives (H. Nez et C. Cuny, 2013). Pour ces auteurs, il existe un lien entre l'appartenance à un groupe politique sur les réseaux sociaux et l'engagement politique hors ligne. Cette situation atteste que la participation des acteurs en ligne (*réseaux sociaux*) est relative à la mobilisation de ces derniers pour des causes socialement défendables (S. Marien, et al, 2013).

Dans ce cadre de cette recherche, nous évoquons les attaques terroristes de "*Seytenga*" à l'image quasi identique de ceux de "*Mandjoari*" et de "*Solhan*" qui a vu des dizaines de victimes civils. ces tueries sans cesse répétitives suscite une vague d'indignation de la population face à l'incapacité de l'armée à lutter contre l'insécurité au Burkina Faso. Ainsi, ce ressentiment connaîtra un écho plus pressant sur les réseaux sociaux qui deviennent une caisse de résonance d'une opinion peu favorable au pouvoir du lieutenant-colonel Damiba arrivé au

pouvoir en janvier 2022 suite à un coup d'État militaire. Si cette prise de pouvoir par la force semble avoir reçu l'aval des populations, elles ont vite déchanté face à la multiplication des actes terroristes qui ont été la cause du renversement du pouvoir de Kaboré. L'usage du Service d'Information du Gouvernement (SIG) par la junte militaire dans la défense de sa politique sécuritaire est devenu indélicat. La réaction des populations notamment les internautes (réseaux sociaux) ne se fait pas attendre. On assiste donc à un phénomène de tirs croisés entre les communiqués du gouvernement diffusés sur le SIG et la réaction des internautes sur les réseaux sociaux '*Facebook*'. Au regard de cet écosystème informationnel et communicationnel sur les réseaux sociaux, nous chercherons à comprendre la réaction du gouvernement et celle des internautes sur les objectifs qui sous-tendent leur engagement sur '*Facebook*'. Ainsi, nous posons la question de savoir comment les discours produits sur les réseaux sociaux (*Facebook*) sur les attaques de '*Seytenga*' contribuent-ils à une connaissance réelle du contexte sécuritaire Burkinabè ? Partant de cette question, nous formulons l'hypothèse selon laquelle l'analyse des discours développés sur les réseaux sociaux à propos des attaques de '*Seytenga*' contribuent à une connaissance des facteurs socio-politiques qui affectent le système sécuritaire du Burkina Faso.

1.-Cadre théorique et méthodologique

Dans cette recherche, nous faisons référence à Social Network Analysis (SNA) c'est-à-dire l'analyse des réseaux sociaux. Cette technique est mobilisée pour identifier les positions stratégiques au sein du réseau social et aide à la compréhension des relations de pouvoir ou de communication inter ou intra organisationnelle (J. Angot et E. Jossierand, 2003). Le champ que nous délimitons ici sous (*Facebook*) représente un terrain d'études d'analyse des réseaux sociaux à travers les nouvelles pratiques relationnelles

qui s’y développent avec le concours d’innovations techniques facilitant l’échange des usagers, ou encore la cocréation de contenus. De ce fait, cette approche indique un double objectif de l’analyse de contenu en dégagant la signification de l’énoncé pour l’émetteur, c’est-à-dire sa *subjectivité* d’un côté, et l’autre l’établissement de la pertinence pour le récepteur, à savoir son *objectivité* (L. Bardin, 1977). Pour procéder à l’analyse des discours, nous avons constitué un corpus de 4 comptes Facebook appartenant à des médias burkinabè dont les contenus (posts) sont largement suivis par les usagers dont 10. 000 partages en moyenne. Il s’agit des radios *Omega-Fm* et *Wat-Fm*, de la presse écrite *l’Express du Faso* et du journal en ligne *Burkina*.²⁴ En plus de cette cohorte, nous avons joint les comptes de 5 Activistes burkinabè qui ont plus de 5000 abonnés à leur page. Nous avons mobilisé comme outil la technique de l’observation des réseaux sociaux qui devient ainsi un moyen d’aborder des questions plus globales, liées à la structuration discursive de l’espace social et aux manières dont les individus évoluent dans cet espace et le font évoluer (Merckle,2004). Du point de vue théorique, cette recherche qui porte sur la production de discours par les usagers (*acteurs politiques et les internautes*) des réseaux sociaux (*Facebook*) à propos des attaques terroristes de “Seytenga” cadre avec la théorie managériale des organisations. Concernant la communication politique, les réseaux sociaux deviennent un instrument indispensable pour le marketing politique. Si la plupart des analyses réalisées jusqu’à présent ont mis en évidence l’ethos des leaders politiques, il serait important pour la société de l’ère 2.0 d’examiner la construction de l’identité institutionnelle et de monitoriser le *feed back* de l’audience sur les réseaux sociaux. Ainsi, la communication représente l’essence de l’organisation considérée selon Karl Weick comme verbe et non pas comme nom (attribut, étiquette) (Y. Giordano, 2006). Dans cette perspective d’inter-constitution, on met en évidence :

Le rôle performatif et interactif des organisations (Fairhurst et Putnam, *op. cit.*), mais aussi l'idée que l'organisation produit des textes-narrations, des métaphores qui la représentent ainsi que des images symboliques qui participent pleinement à la consolidation de l'identité organisationnelle. Dans ce contexte, l'organisation est plus qu'un état, elle est une coproduction dynamique réalisée en interactions [...] qui créent des représentations. (C. Vasquez, et al., 2013)

En somme, cette approche théorique met en exergue trois facteurs : un accent empirique sur la façon dont les gens agissent dans les contextes, un accent théorique sur la compréhension des relations entre les actions entreprises et les structures de la vie organisationnelle et un accent philosophique sur le rôle constitutif des pratiques dans la production de la réalité. (M. A. Tudor et A. M. Hertelui, 2016).

2.-Les attaques de “Seytenga” : des confrontations politiques agonistiques

L'attaque enregistrée dans la nuit du 11 au 12 juin selon les médias internationaux et certaines organisations onusiennes estiment à 79 personnes le nombre des victimes enregistrées au cours de cet assaut. Mais, certains médias locaux et des sources provenant des réseaux sociaux font état d'un bilan encore plus lourd. Divers bilans des médias font état d'au moins 86 morts. On assiste à cet effet à une ‘guerre’ informationnelle et communicationnelle entre le gouvernement sensé expliquer et les usagers à la recherche d'une compréhension du phénomène des attaques. Ainsi naissent des polémiques et les confrontations des idées entre ceux qui défendent (*le gouvernement*) et ceux qui attaquent (*les usagers*). Cette situation est décrite à travers les termes « *débat* », « *polémique* » et « *controverse* » (D. Maingueneau, 2009). En outre, la nature des questions donnant matière à débat peut aller de simples nuances à des oppositions complexes en fonction des enjeux soulevés par les protagonistes

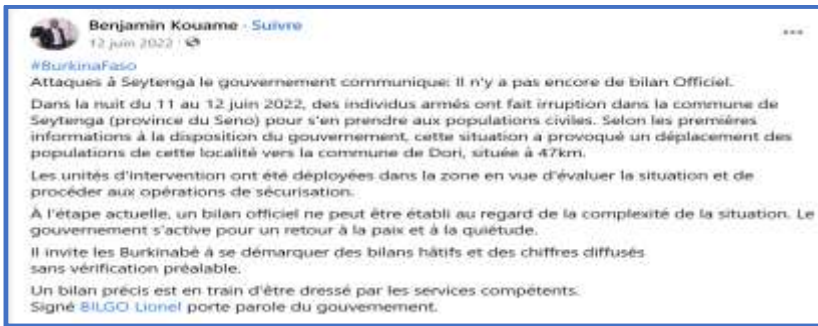
dans des échanges communément appelé des « *arsenaux argumentatifs* » (M. Angenot, 2012).

2.1-De l'usage des victimes de “Seytenga” dans les stratégies politiques

Selon le Centre d'Etudes Stratégique de l'Afrique (CESA)⁴, la Politique de sécurité nationale (PSN) du Burkina Faso est l'ensemble des orientations, des options et des objectifs définis en vue d'assurer la promotion et la défense des intérêts fondamentaux de la nation. Si l'élaboration des politiques sécuritaires est une réalité, sa mise en œuvre en est une autre. Les contradictions ou le flou qui entourent les communiqués des acteurs politiques sur les attaques de “Seytenga” témoignent de l'incohérence de cette politique nationale sécuritaire. La polémique sur le nombre des victimes de l'attaque de “Seytenga” en est la preuve. Le journaliste de la “Radio Omega” sur son compte *Facebook* rapporte que l'Etat se refuse de donner les chiffres sur le nombre de victimes dès l'annonce des attaques (*voir capture d'écran 1*). Après ce vide informationnel qui laisse libre cours aux supputations, le gouvernement va communiquer sur le bilan tout en dédramatisant la situation avec des chiffres au rabais. Bien que le gouvernement ait revu à la hausse le bilan de l'attaque, certaines organisations contestent les chiffres évoqués par le gouvernement et parles d'un bilan plus lourd de victimes à en croire les comptes *Facebook* des médias *Omega Fm* (*voir capture d'écran 2*).

⁴ Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale : Burkina Faso Étude de cas (Colonel Major Aimé Barthélemy Simpore Directeur Général du Centre national d'études stratégiques – Burkina Faso) , Juillet 2020

Capture d'écran 1 : Premier bilan du Porte-parole du gouvernement selon le journaliste de la 'Radio Omega' (Compte Facebook)



Source : Etudes sur l'analyse des discours des politiques et usagers des RSN (Juin 2022)

Capture d'écran 2 : Annonce du nouveau bilan des attaques de Seytenga par le gouvernement selon le compte Facebook de la Radio Omega



Source : Etudes sur l'analyse des discours des politiques et usagers des RSN (Juin 2022)

On note, à travers ces communiqués interposés sur les pages *Facebook* une autre forme de lutte idéologique entre les organisations politiques (partis politiques, OSC, etc.) et le gouvernement (celui du MPSR). Le gouvernement, à travers sa stratégie de communication, cherche à se construire une image de 'sauveur' dans un contexte sécuritaire affecté par le nombre très élevé de victimes des actes terroristes. Il faut rappeler que l'une des raisons ayant prévalu comme prétexte principal pour renverser le pouvoir de Rock Marc Christian KABORE :

Le drame d’Inata a élargi le fossé entre les troupes de terrain d’une part, et les hiérarchies militaires et politiques d’autre part (...). À en croire l’arrestation, début janvier 2022, du lieutenant-colonel Emmanuel Zoungrana suspecté d’en fomenteur un, la menace était prise au sérieux jusqu’au 24 Janvier où le président Rock KABORE est renversé par le lieutenant-colonel Paul-Henry Sandaogo Damiba. Le coup d’Etat intervient dans un contexte de détérioration de la situation sécuritaire qui exaspère les populations civiles autant que les forces de défense et de sécurité au regard du nombre croissant de victimes civiles et militaires à l’image d’Inata, Solhan, etc. (O. Moderan, 2022)

La guerre des chiffres de “Seytenga” entre les gouvernants et les autres organisations devient un argument de leur stratégie politique dans la conquête de l’opinion publique. Pour les autorités politiques notamment les gouvernants, il faut faire en sorte que le nombre des victimes ne soit pas exorbitant (*trop élevé*) ce qui justifierait les efforts pour la lutte contre le terrorisme. Cette stratégie contribue à susciter auprès de l’opinion publique un sentiment d’acceptation ou d’adhésion à la politique gouvernementale. Cette situation est comparable à la réflexion développée par le sociologue des médias, E. Maigret (2002 qui affirmait que *‘La guerre par l’intensité des émotions et des enjeux qu’elle mobilise est en fait l’un des derniers refuges de la croyance primaire en la manipulation des individus et des foules par les médias, en l’existence d’effets directs sur des opinions martelées par l’information’* (E. Maigret, 2002). Ici, la mise en exergue des chiffres par groupes politiques en termes de victimes de l’attaque terroriste de “Seytenga” permet de susciter chez les partisans de l’émotion partisane très souvent enjeux de récupération politiques (V. Descombes 1996) qui contribuent à modeler durablement nos affects. Le nombre de victime devient un enjeu de la stratégie politique des acteurs. Plus il y a de victimes, plus les émotions sont grandes ce qui sert d’alibis pour les acteurs politiques.

2.2-Le drame de “Seytenga” ou le manque d’anticipation des stratégies politico-militaires

Les politiques publiques ont pour objectif d’obtenir la modification ou l’évolution d’une situation donnée (Z. Moulaye et M. Niakaté, 2012). Lorsqu’une crise intervient, il appartient aux gouvernants d’en tirer toutes les conséquences afin d’éviter que pareille situation se reproduise. On parle dans ce cas d’action politique préventive. Ainsi, les stratégies de réponse à une crise peuvent être échelonnées sur un continuum opposant stratégies défensives (*déni, atténuation...*) et stratégies d’accommodation qui consistent à prendre en charge les causes ou les conséquences de la crise (*reconstruction, renforcement...*) (S. Capelli et P. Legrand, 2012). On peut alors résumer toutes ces réflexions à cette vieille maxime qui dit que : « *Gouverner, c’est prévoir ; et ne rien prévoir, c’est courir à sa perte* » (E. De Girardin, 1852). Cette citation de De Girardin fait penser à la gestion de la crise sécuritaire au Burkina Faso par les gouvernants. Selon le média en *Lefaso.net* dans sa page Facebook rapporte que les attaques de “Seytenga” réveillent les émotions des évènements passés notamment ceux des attaques de *Solhan* qui a suscité de l’émotion au sein de l’opinion publique au regard du nombre de victimes (Voir capture d’écran n°3). Le rapport qu’établi *Lefaso.net* dans sa publication s’inscrit dans le principe de causalité promu par Descartes notamment le déterminisme selon lequel dans les mêmes conditions, les mêmes causes produisent les mêmes effets. La première convergence d’idées sur l’ensemble des actes terroristes au Burkina bien avant ceux de *Solhan*, de *Mandjoari* en passant par “Seytenga”, est que l’Etat Major des Armées n’a pas une stratégie militaire adaptée aux tactiques terroristes.

Capture d'écran 3 : Analyse comparative de *Lefaso.net* à propos des évènements de Solhan et “Seytenga”



Source : Etudes sur l'analyse des discours des politiques et usagers des RSN (Juin 2022)

Si la situation des attaques de *Solhan* et de “*Seytenga*” sont presque identiques en termes de stratégie terroriste, la réaction des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) est restée inchangée. Il s'agit de la “*stratégie de l'inertie*” qui consiste à rester sur ses bases sans réagir lorsque les populations lancent les signaux d'alerte aux FDS. Il est revenu que dans la plupart des attentats terroristes, des mouvements ou des colonnes de terroristes sont repérés par les populations qui, après avoir lancer l'alerte aux FDS, n'ont observé aucune réaction de ces derniers. Et pourtant, l'Etat n'a de cesse de répéter qu'il faut une franche collaboration et coopération des populations des zones sensibles au terrorisme (SIG-Burkina, 2021). Pour les usagers des RSN, la collaboration des populations est bien réelle. On note que malgré les risques encourus par les populations à donner les informations d'alertes, les réactions, si elles ont été observées, ont été bien trop tardives. Selon les opinions recueillies sur *Facebook*, un tel comportement des FDS sur le terrain des opérations n'est pas conforme à l'appel des autorités gouvernementales. Il y a donc un paradoxe dans la politique anti-terroriste prônée par les gouvernants. Les attaques de “*Seytenga*” sont en quelque sorte une mauvaise ou une inadaptation de la politique sécuritaire. La

coopération entre les FDS et les populations est l'objet de critiques. Plusieurs commentaires font état du fait que les FDS ne combattent pas le terrorisme. Des concepts comme "bunkérisations" voient le jour, ce qui signifie que les FDS préfèrent rester en casernes et laisser l'ennemi se déployer et occuper l'espace auparavant sous leur contrôle. On parle généralement dans ces circonstances de "refus de combattre" qui n'est rien d'autre qu'une manifestation de la "Stratégie d'inertie" Mamadou Sawadogo⁵. Les acteurs politiques se saisissent de cette situation pour dénoncer l'incapacité des autorités politiques mais aussi militaires pour leur manque d'anticipation sur les politiques sécuritaires. (Voir capture d'écran n°4).

Capture d'écran n°4 : Analyse d'un usager sur "la stratégie de l'inertie" des FDS



Source : Etudes sur l'analyse des discours des politiques et usagers des RSN (Juin 2022)

Si la stratégie de nuisance des terroristes ne varie pas pour autant, cela devrait être une occasion pour les Forces de Défense

⁵ Chercheur au laboratoire Carrefour d'études et de recherches-action pour la démocratie et le développement (CERADD), Mahamadou Sawadogo, un ex-gendarme devenu spécialiste de l'extrémisme violent et des questions sécuritaires, livre son analyse du degré d'efficacité de la stratégie antiterroriste du Burkina.

et de Sécurité (FDS) de déployer des stratégies ou tactiques militaires plus “*Offensives*” c’est-à-dire attaquer en premier. Dans le contexte burkinabè, les stratégies militaires développées contre les terroristes sont celles de la “*Riposte*” c’est à dire attendre l’action des terroristes avant d’agir : on parle très souvent de “*contre-offensive*” des FDS.

C’est après les attaques qu’on voit des communiqués qui nous parlent des opérations de ratissage qui ont été initiées. Apparemment, les offensives qui pourraient permettre de pousser les terroristes dans leurs retranchements, voire de les éliminer, ne me semblent pas suffisamment actives. Si bien que l’on assiste à une situation simple : les terroristes attaquent, et nos services de défense et de sécurité réagissent. (S. Coulibaly⁶, 2021)

La politique sécuritaire du Burkina tarde à faire ses preuves sur le terrain. C’est bien ce que dénoncent les usagers des RSN. A cet effet, la question qui divise est celle de l’identité des auteurs du massacre de “*Seytenga*”. Ainsi, le label « *terroriste* » est entré en jeu. Qui se cache derrière ces actes terroristes ? Cette question va susciter une fois la polémique au sein des usagers des RSN vu que l’Etat lui-même n’en dit pas plus. Cette situation va laisser libre court aux usagers d’indexer leurs auteurs.

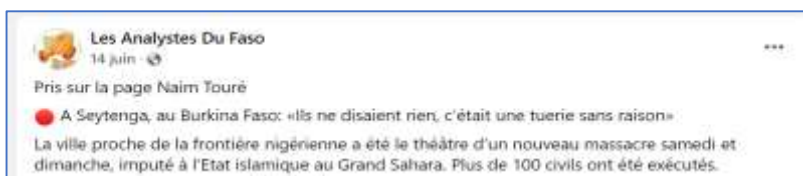
2.3- “Seytenga” ou les tueries aux relents ethniques/communautaires : la question “Peulhs”

Les questions qui se posent sur les RSN à propos des auteurs des attaques de “*Seytenga*” sont de deux ordres : qui sont ceux qui endeuillent les burkinabè ? Que veulent-ils ? Derrière le terrorisme se cache ainsi le vrai problème d’une grande partie de l’Afrique en général : la criminalité ordinaire qui se drape des oripeaux de l’idéologie et de l’Islam pour justifier ses attaques, pillages et exactions (M. Sawadogo, 2019). Sur la question de l’identité des auteurs de l’attaque de “*Seytenga*”, le

⁶ Siaka Coulibaly, politologue, secrétaire exécutif du Réseau des organisations de la société civile pour le développement

gouvernement dans ses premières déclarations reste incertain quant à cette situation. L'adoption par le gouvernement de cette stratégie de communication aux relents diplomatiques vise à cultiver le terrain de prudence ou de la retenue afin d'éviter les déclarations trop hâtives qui peuvent être susceptibles de modification au fil du temps. D'après l'auteur de cette recherche, deux grands groupes sont clairement identifiés : le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS). Autour d'eux gravitent des petits groupes plus ou moins structurés (M. Savadogo, 2019). Ils ne constituent pas un front uni mais forment une alliance de circonstance. Selon les investigations, un facteur sur l'identité des auteurs est mis en exergue par les usagers des RSN, il s'agit de leur groupe d'appartenance (voir Capture d'écran n°5 ci-après).

Capture d'écran n°5: Identification des auteurs des attaques de "Seytenga" par les usagers des RSN



Source : Etudes sur l'analyse des discours des politiques et usagers des RSN (Juin 2022)

Si leurs noms sont connus des Burkinabè, notamment des usagers des RSN, les individus qui en constituent les groupes opérationnels vont être la préoccupation des usagers. Ces grands groupes terroristes, pour étoffer leur rang, procèdent à une stratégie de recrutement local notamment dans les communautés qui y vivent.

Pour augmenter le nombre de leurs adeptes, ils ont su exploiter les désordres locaux, et sont passés maîtres dans l'art d'alimenter les tensions sociales, et d'attiser les conflits communautaires. Citons les drames de Yirgou et celui

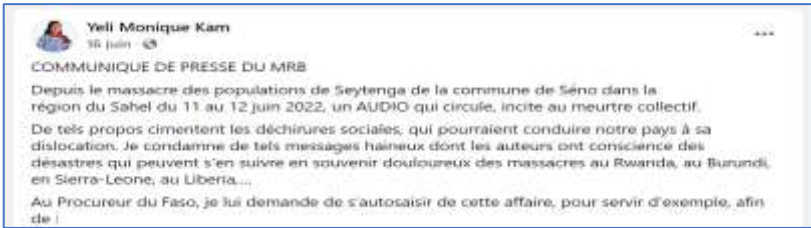
d'Arbinda dont on les accuse d'être les instigateurs. (M. Savadogo, 2020).

C'est dans ce contexte que les groupes terroristes s'assurent non seulement la sympathie d'une partie de la population généralement constituée du groupe ethnique des peulhs dans les localités d'occupation notamment dans le sahel, tout en s'érigeant en justiciers venant au secours du peuple opprimé (les peulhs) (M. Savadogo, 2019). Les exactions contres des peuls qui résultent de cette polarisation devient un prétexte pour les organisations terroristes d'encourager les membres de cette communauté à rejoindre leur rang (M. Cissé, 2020). Hamadoun Koufa disait avec ironie que certaines populations peules qui désignaient les radicaux par l'expression *yimbe laddè* (littéralement hommes de brousse en fulfuldè, la langue peule) ont également la même brousse comme demeure depuis qu'ils sont chassés comme du gibier par les milices et les soldats (L-A. Ammour, 2020).

- ***La question "Peulhs": de la victimisation à l'instrumentalisation***

Des vidéos postées sur Facebook montrent des individus armés ratissant une zone comme étant "*Seytenga*" après avoir commis leur forfait. Le fait troublant dans ces vidéos est la langue dans laquelle ces individus communiquaient est bien celle parlée par la communauté Peulh. Dans un contexte de grande émotion, une controverse sur la question est bien engagée sur les RSN. D'un côté, les défenseurs de la cause *Peulh* et de l'autre les accusateurs et au milieu des deux camps on a l'Etat pour tempérer les opinions. La question des Peulhs va faire l'objet de récupération politique pour certaines formations ou partis politiques (voir Capture d'écran n°6).

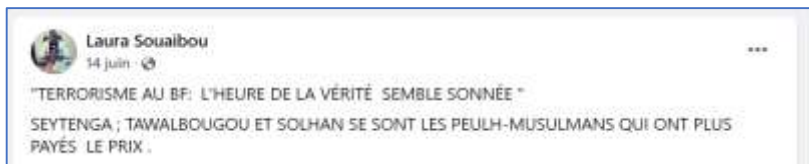
Capture d'écran n°6: Dénonciation des accusations de la communauté Peulhs dans les attaques de “Seytenga”



Source : Etudes sur l'analyse des discours des politiques et usagers des RSN (Juin 2022)

L'auteur de la publication (*Yeli Monique Kam, opposante politique et candidate malheureuse aux élections présidentielles*) profite pour tirer la sonnette d'alarme sur cette communauté car, pour elle, “*il n'y a pas de fumée sans feu*”. Le fait que les usagers des RSN prêtent attention à cette communauté (Peulh) au lendemain des attaques de terroristes contre les populations constituent une base ou les fondements d'un doute. M. Cissé (2020) qui atteste la présence disproportionnée des Peuls parmi les groupes islamistes armés responsables de la violence dans le nord du Burkina Faso, dans l'ouest du Niger et les régions du nord et du centre du Mali. Aujourd'hui, les Peuls font ainsi l'objet d'une stigmatisation sans précédent nonobstant que les radicaux ne sont qu'une infime partie de leur communauté et n'en sont nullement représentatifs. Pour certains usagers des RSN, bien que cette communauté soit indexée comme responsable des massacres communautaires dont ceux de “*Seytenga*”, ces dénonciations ont été plus préjudiciables à cette communauté (voir capture d'écran n°7).

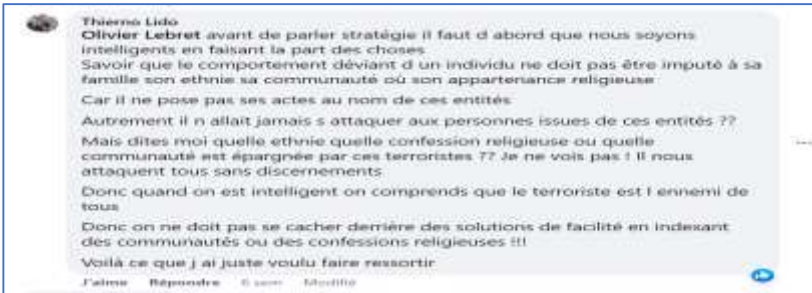
Capture d'écran n°7: les Peulhs victime des actes terroristes selon les usagers des RSN



Source : Etudes sur l'analyse des discours des politiques et usagers des RSN (Juin 2022)

Il y a cependant d'autres arguments qui nuancent l'accusation portée contre la communauté Peulh comme étant seule responsable. En effet, les groupes terroristes recrutent dans toutes les localités notamment celles du sahel et du nord du Burkina généralement faibles en potentialités économiques. D'autres facteurs sont utilisés par les groupes terroristes notamment la religion (*l'islam*) en surfant sur une certaine idéologie religieuse qui considère les autres comme des ennemis, des mécréants (*ceux qui n'adhèrent pas aux principes de cette religion*) qui sont leurs cibles. La construction de certaines écoles coraniques dans ces localités devient des foyers d'expansion de cette idéologie par l'endoctrinement de ces adaptes qui deviennent des combattants. De ce fait, on retrouve dans les rangs des combattants djihadistes plusieurs groupes ethniques (B. De-León-Cobo et P. González-Rodríguez, 2020).

Capture d'écran n°8: commentaire d'un usager sur la responsabilité des communautés dans les actes terroristes



Source : Etudes sur l'analyse des discours des politiques et usagers des RSN (Juin 2022)

Les attaques de “*Seytenga*” ont suscité un climat de méfiance entre les communautés burkinabè notamment les peulhs. Les publications des internautes sur les réseaux sociaux affectent le climat socio-politique. L'accusation d'une communauté comme seule responsable des massacres doit être combattue par l'Etat. La décision de faire respecter la loi tout en encourageant à la tolérance entre les communautés vivantes dans les zones sensibles a été saluée par les usagers des RSN (voir capture d'écran n°9).

Capture d'écran n°9: Communiqué sur l'arrestation de l'auteur de l'incitation à la haine contre la communauté peulhs



Source : Etudes sur l'analyse des discours des politiques et usagers des RSN (Juin 2022)

Conclusion

La capacité des plateformes numériques recourant aux fonctionnalités du Web 2.0 a fait que l'internaute ne se contente plus d'interagir mais il agit, interroge son environnement sur les acteurs politiques, sur les questions d'intérêt général dont notamment les attaques de "Seytenga". Le but dans cette recherche dont la démarche était qualitative était avant tout d'identifier la gamme des procédés discursifs auxquels les usagers des RSN peuvent recourir en vue d'émettre une opinion ou alimenter les débats sur cette plateforme numérique. "Seytenga", au-delà de son caractère sécuritaire, a bien laissé émerger dans le cadre de cette recherche des préoccupations de plusieurs ordres dont celles politiques et sociales à travers les publications des internautes de Facebook. Les attaques de "Seytenga" qui furent l'objet de l'analyse des contenus des RSN ont mis à nu les motivations qui ont suscité le changement de régime par le coup d'Etat et les raisons qui ont prévalu à ce changement notamment la répétition des attaques terroristes. D'un point de vue sociale, les commentaires des internautes sur "Seytenga" s'inscrivent dans le vaste champ de l'émotion et a permis de débattre sur des questions sensibles portées des bases identitaires et communautaires d'où la question "Peulhs" pour lesquelles les gouvernants (autorités) ne peuvent pas ne pas communiquer. Le recours aux RSN comme plateformes de communication présente des avantages aussi bien pour les organisations politiques que pour le public et le système démocratique en général. La collaboration et l'interactivité sont les bases de l'infrastructure de ces dispositifs ce qui permettrait de favoriser la participation en ligne des individus (*l'utilisateur est lui-même acteur et coproducteur d'informations*). C'est bien parce qu'ils permettent à leurs usagers de s'adresser à un ou plusieurs destinataires, de les interpeller et de les impliquer sur les questions d'intérêts généraux.

Bibliographie

Ammour L-A. (2020). Comment les groupes extrémistes violents exploitent les conflits intercommunautaires au Sahel. *CENTRE D'ETUDES STRATEGIQUES DE L'AFRIQUE*. 2020. <https://africacenter.org/fr/spotlight/comprendre-perspectives-peules-crise-sahel/> (accès le Juin 18, 2023).

Angenot M.(2012). La notion d'arsenal argumentatif : l'inventivité rhétorique dans l'histoire. *Frydman B. et Meyer M. (dirs.), Chaïm Perelman (1912-2012), Paris, PUF*, p. 39-68.

Angot J., Josserand E. (2003), Analyse des réseaux sociaux. *Thiétart, R.A. (2ème Ed.), Méthodes de recherche en management, Paris, Dunod*, p. 42-63

Bardin L. (1977). *L'Analyse de contenu*. Paris: Presses Universitaires de France, 296 p.

Ben-Mansour, B. (2017). Le rôle des médias sociaux en politique : une revue de la littérature", *Regards politiques.* , p. 3-17.

Capelli S., Pascal L.(2012). Communication de crise : Le cas d'un appel au boycott ? *Researchgate*. 2012. p. 1-24.

Cissé M-G. (2020). Comprendre les perspectives peules sur la crise au Sahel. *CENTRE D'ETUDES STRATEGIQUE DE L'AFRIQUE*. (Consulté le Juin 15, 2022). <https://africacenter.org/fr/spotlight/comprendre-perspectives-peules-crise-sahel>.

Coulibaly S. (2021). Burkina Faso : "La stratégie anti-terroriste du pouvoir est illisibl. *TV5-Monde* . (Consulté le juillet 29, 2022). <https://information.tv5monde.com/afrique/burkina-faso-la-strategie-anti-terroriste-du-pouvoir-est-illisible-413877>.

De-León-Cobo B., González-Rodríguez P. (2020). Le recrutement et la radicalisation des Peuls". *Article Opinions IEEEES-ES*. (Consulté le Aout 1, 2022) https://www.ieee.es/Galerias/fichero/docs_opinion/2020/DIEE EO125_2020BEALEO_peul-FR.pdf.

De Girardin E. (1852). *La révolution légale par la présidence d'un ouvrier : solution démocratique de 1852*. Paris: Edition Hachette BNF, 28 p.

Descombes V. (1996). *Les Institutions de Sens*. Paris/ Les Éditions de Minuit, 352 p.

Faris D M. (2012). La révolte en réseaux : printemps arabes et médias sociaux. *Politique étrangère*. 2012, p. 99-109.

Giordano Y. (2006). *S'organiser, c'est communiquer : le rôle fondateur de la communication dans l'organizing chez Karl E. Weick, in Les défis du sensemaking en entreprise/*. Paris: Economica, 187 p.

Kavanagh D., Jay G-B. (1999). The third age of political communication : Influences and features. *Political communication*, p. 209–230.

Larsson A O. (2016). Online, all the time ? a quantitative assessment of the permanent campaign on facebook. *New Media & Society*. p. 274–292.

Maigret É. (2002). Le conflit du Kosovo du côté des opinions; Pour une recherche sur les publics en temps de guerre. *Question de communication*. (Consulté le Juillet 28, 2022). <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.6497>.

Maingueneau D. (2009). *Les termes clés de l'analyse de discours*. Paris: Seuil, coll. Point Essai, 160 p.

Margolis M., Resnick D. (2000). *La politique comme d'habitude : la « révolution » du cyberspace*. Thousand Oaks, CA Sage Publications, 340.p

Marien S., Hooghe M., Oser J. (2013). Is Online Participation Distinct from Offline Participation? A Latent Class Analysis of Participation Types and Their Stratification. *Political Research Quarterly*. p. 91-101.

Merckle P. (2004). La sociologie des réseaux sociaux. Paris : Coll. Repères, La Découverte. 128 p.

Millerand F., Proulx S., Rueff J. (2010). *Web social, Mutation de la communication*. Québec: Presses de l'université du Québec. 378 p.

Moderan O. (2022). À quoi doit-on le coup d'État au Burkina Faso?. *Institut d'Etudes et de Sécurité (ISS)*. (Consulté le Juin 27, 2022). <https://issafrica.org/fr/iss-today/a-quoi-doit-on-le-coup-detat-au-armee>.

Moulay Z., Mahamadou N. (2012). *Gouvernance partagée de la sécurité et de la paix: L'expérience Malienne*. Abuja, FES Abuja. 187 p.

Nez H., et Cuny C. (2013). La photographie et le film : des instruments de pouvoir ambivalents". *Participations. Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*. p. 7-46.

Savado M. (2019). Comment s'explique la prolifération des groupes extrémistes au Burkina Faso ?". *THE CONVERSATION (Academic rigour, journalistic flair)*. (Consulté le Juillet 31, 2022). <https://theconversation.com/comment-sexplique-la-proliferation-des-groupes-extremistes-au-burkina-faso-122566>

Schweitzer E J. (2008). Innovation or normalization in e-campaigning ? a longitudinal content and structural analysis of germanparty websites in the 2002 and 2005 national elections. p. 449-470.

SIG-Burkina. (2021). COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT: Attaque Solhan". *Service d'Information du Gouvernement*. (Consulté le 30 juillet 2022). <https://www.sig.bf/2021/06/communique-du-gouvernement-attaque-solhan/>.

Traïñ C. (2010). Des sentiments aux émotions (Et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animal ?. *Revue Française de Science Politique*. p. 335-358.

Tudor M A., Agnos M H. (2016). The usages of Internet and new media by the Romanian Seventh Day Adventist Clergy . *Journal for the Study of Religions and Ideologies*. p. 207-233.

Vaccari C. (2013). *Digital politics in western democracies : a comparative study*. Baltimore, Johns Hopkins University Press. 289 p.

Vasquez C., Cordelier B., Serg V. (2013). Pratiques de branding en contexte universitaire. Une approche processuelle de la marque". *Études de communication*. p. 1-14.

Vergeer M., Hermans L., Sams S S. (2013). Online social networks and micro blogging in political campaigning : The exploration of a new campaign tool and a new campaign style. *Party Politics*. p. 477–501.